

La France en plein déni de "grosse dette"



27.11.10 | 13h56

| 27.11.10 | 13h56 • Mis à jour le

Un percutant éditorial du *Monde* consacré à la crise de l'euro ayant cité L'Ecclésiaste (le 26 novembre), nous avons décidé de rester fidèle à cet esprit biblique. En choisissant de pardonner aux économistes leurs innombrables péchés et leurs immenses fautes. Leur incapacité à prévoir la crise, leur silence coupable de l'avant-Lehman Brothers et leurs bavardages incohérents de l'après. Nous sommes même disposés, dans notre bonté, à les écouter de nouveau.

Les économistes, d'ailleurs, ne se trompent pas non plus sur tout, tout le temps. Prenez le bon vieux Milton Friedman, par exemple, qui avait dit, il y a plus de vingt ans, que la monnaie unique, faute d'union politique en Europe, serait en grand danger le jour où l'Europe subirait un choc économique majeur. Même Dominique Strauss-Kahn est devenu friedmanien. Le directeur général du FMI vient d'expliquer que *"les institutions européennes n'ont pas été à la hauteur pour gérer la crise"*, qu'il est temps de songer à créer *"un marché unique de l'emploi"* en Europe et que *"la solution la plus ambitieuse serait de créer une autorité budgétaire centralisée avec une indépendance politique comparable à celle de la Banque centrale européenne"*.

Prenez les économistes qui jugeaient que la politique de taux d'intérêt bas menée pendant des années par la Banque centrale européenne (BCE), adaptée à des pays à faible croissance comme l'Allemagne ou la France, conduisait droit à la catastrophe et à des bulles immobilières les nations où elle était très forte, telles l'Espagne ou l'Irlande. Ils n'avaient pas tout à fait tort.

Comme n'avaient pas tort non plus les économistes qui ne partageaient pas l'optimisme du patron de la BCE, Jean-Claude Trichet, persuadé que le sens civique et sacrificiel des Irlandais allait leur permettre de surmonter sans problème leurs difficultés. Mais voilà, les vertueux citoyens de l'Ile verte n'ont pas fait mieux que les Grecs truqueurs de statistiques et fraudeurs fiscaux.

Prenez, enfin, l'économiste - inconnu, heureusement pour lui - qui a inventé l'acronyme PIGS, pour désigner les quatre pays (Portugal, Irlande, Grèce et Espagne) censés être les plus exposés à des crises de dette. Deux ont déjà chuté, les deux autres sont en grand danger. Mais comme elle était politiquement incorrecte, beaucoup n'avaient voulu voir dans cette trouvaille verbale nauséabonde qu'une énième preuve du complot de la presse anglo-saxonne, à la solde des spéculateurs, pour abattre l'euro. (Des spéculateurs, soit dit en passant, pas toujours très rationnels, mais plus clairvoyants que les régulateurs qui avaient donné, il y a quelques mois, un label de solidité aux banques irlandaises).

Parce qu'il avait été l'un des rares à prédire l'éclatement de la bulle du crédit, Nouriel Roubini a échappé à l'opprobre qui a frappé la profession des économistes. Il est très écouté, ce qui tombe plutôt bien, parce qu'il parle beaucoup, et qu'en plus, il a le sens de la formule. Et Roubini nous dit des choses pas très gaies.

D'abord que la zone euro va rétrécir, avec le départ des pays aux économies les plus fragiles. Le raisonnement semble imparable. Pour se sortir du piège de la dette publique, ces pays auraient besoin d'une forte croissance. Mais elle leur est doublement interdite. D'une part, ils ne peuvent pas dévaluer pour restaurer une compétitivité qui de toute façon ne leur servirait pas à grand-chose car ils n'ont rien à exporter ; d'autre part, les mesures d'austérité budgétaire qu'ils prennent vont enlever le peu de dynamisme qu'il leur restait. "No future". D'autant que les sauveteurs eux-mêmes refuseront tôt ou tard de secourir les Etats en plein naufrage, craignant pour leur propre solvabilité. *"Personne ne va venir de Mars ou de la Lune pour renflouer le FMI ou la zone euro"*, résume Roubini.

Pas très drôle non plus, ce que l'économiste américain annonce pour la France. *"Par certains aspects essentiels, elle n'a pas l'air en bien meilleur état que les pays de la périphérie."* Et d'évoquer notamment la faiblesse du pouvoir et la difficulté à réformer.

Bien sûr on peut toujours se rassurer en se disant que Roubini exagère, qu'il entretient savamment son fonds de commerce et soigne son image de prédicateur d'apocalypse. Bien sûr on peut observer que la France a un système

bancaire solide, qu'elle ne connaît pas de bulle immobilière et n'a pas les problèmes de compétitivité de ses voisins du Sud.

On peut se le dire, mais on peut constater par ailleurs que les banques françaises sont exposées aux pays à problèmes, que les prix du mètre carré flambent à Paris et que le pays enregistre des déficits commerciaux presque aussi élevés que les excédents allemands.

On peut aussi s'inquiéter de cette exception française en matière budgétaire, qui fait que le pays n'a pas connu un seul excédent entre 1931 et 1958, et plus un seul depuis 1973. S'alarmer enfin de cette "*rigueur tranquille*" - comme l'a qualifiée *Les Echos* - promise par le premier ministre François Fillon. Une "rigueur tranquille", douce, dont il est permis de se demander si elle est à la hauteur de la situation actuelle et si elle ne relève pas du déni de réalité. Du déni "de grosse dette", si l'on ose.

Comme si sa grande et belle et longue histoire immunisait la France, aux yeux de nos gouvernants, contre les maux financiers que connaissent ses petits voisins. Comme si ce passé prestigieux était un motif suffisant pour que les investisseurs étrangers conservent précieusement, comme des reliques, les centaines de milliards d'euros d'obligations du Trésor français qu'ils détiennent.

Mais méfiance. Le taux de détention internationale particulièrement élevé de la dette publique française (plus de 70 %) était hier considéré comme un formidable atout : les déficits publics étaient financés sans ponctionner l'épargne des ménages. Mais cela pourrait devenir demain une immense fragilité, pour peu que la confiance vis-à-vis de la France se lézarde. Et tourner à la débandade. "*Revenez, fils infidèles*" (Jérémie - 3, 14), supplieront alors, mais trop tard, nos dirigeants.

Courriel : delhommais@lemonde.fr

Pierre-Antoine Delhommais

Article paru dans l'édition du 28.11.10

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

Publicité